



Un projet réactionnaire : celui du PS sur l'enseignement supérieur et la recherche

La lecture du projet du PS laisse pantois. Alors que ces dernières années sont caractérisées par des mesures gouvernementales de haute portée dans le but d'adapter l'enseignement supérieur et la recherche aux nouvelles exigences du capital, aux exigences du profit maximal (pudiquement appelé compétitivité des entreprises) - Marx parlait déjà d'intégration de la science au capital -, on ne décèle dans le texte, aucune remise en cause de la LRU (Loi de Responsabilité des Universités), de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), des PRES (Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur), Idex (Initiative d'excellence), Labex (Laboratoire d'excellence) etc....., aucune allusion à la précarisation et à la prolétarianisation des personnels, aucune allusion au démantèlement du CNRS et de l'INSERM, à la dérégulation et aux privatisations de pans entiers de la recherche et de l'enseignement supérieur public. Rien n'est dit sur le caractère national des diplômes. On se satisfait de la possibilité donnée au privé de délivrer masters et doctorats !

Au contraire, le texte s'inscrit dans les politiques décidées aux sommets européens de Bologne et de Lisbonne d'ailleurs voulues par les socialistes. D'entrée on affirme que l'intérêt du développement des connaissances est uniquement dans les applications, dans « l'innovation » comme disent aussi nos gouvernants justifiant ainsi l'orientation générale de la politique d'enseignement et de recherche décidées par les représentants du capital. On comprend qu'aucune allusion ne soit faite à la dévalorisation des savoirs autres que ceux qui satisfont aux exigences des marchés.

Les critiques formulées d'emblée à la politique du pouvoir consistent à qualifier « d'erratiques » !! les mesures gouvernementales, à regretter qu'elles ne soient pas « concertées » et à déplorer (à juste titre) l'insuffisance du budget de la recherche et de la dépense par étudiants. Si on déplore la régression de l'accès des jeunes des classes populaires, c'est pour reprendre le mot d'ordre réactionnaire : « favoriser l'égalité des chances » ! (quid de l'égalité des droits ?). Par contre, on ne néglige pas de rappeler qu'il faut être de plus en plus sous l'aile de « l'Europe » ; le lien principal devant être assuré par les régions !

On est donc loin de proposer de reconstruire un grand service national, démocratisé de l'enseignement supérieur et de la recherche. **Valérie Pécresse ne s'y est pas trompée qui vient de féliciter publiquement le PS, au Parlement, pour sa conception de l'autonomie des Universités.**

Ne cherchez plus, toutes les orientations imposées par le grand capital sont présentes dans le projet du PS.

Bien sûr, il faut, en même temps se distinguer un peu de la politique du pouvoir. C'est le rôle de quelques phrases creuses du genre : « il faut une grande ambition pour la recherche et l'enseignement supérieur » et de quelques mesures destinées

à améliorer la condition étudiante ou le budget de la recherche, mais qui seront vite oubliées.

On le voit, le PS persiste et signe. C'est seulement en combattant cette politique commune aux forces qui gèrent les intérêts du grand capital que l'on peut espérer avancer.

<http://www.sitecommunistes.org>